

**LE RAPPORT DES ETUDIANTS A LA POLITIQUE EN CENTRAFRIQUE : EFFETS
DE SOCIALISATION PAR LA FILIERE D'ETUDE OU EXPERIENCE
PERSONNELLE ?**

Bienvenu Christian Casimir Djangha,

[\(djanghabienvenu@gmail.com\)](mailto:djanghabienvenu@gmail.com)

Département des Sciences Sociales, Université de Bangui

Submitted : 2025-06-03

valued: 2025-10-15

validated: 2025-11-18

Résumé : Les filières d'étude ont-elles une influence sur la construction de l'opinion et les choix politiques des étudiants ? L'objectif de cette étude explicative quantitative, réalisée auprès d'un échantillon de 332 étudiants répartis dans 12 établissements universitaires de Bangui dont 9 publics constituant le groupe expérimental et 3 privés constitués comme groupe de contrôle, est de mettre en évidence les effets respectifs de la filière d'étude universitaire et de l'expérience personnelle dans les processus de politisation des étudiants. Le traitement des données a été fait à l'aide du logiciel Sphinx Plus. L'étude a montré que si l'établissement d'appartenance, les filières et le niveau d'étude, le milieu d'origine des étudiants contribuent à la construction de leurs intérêts et attitude pour la politique, le rôle de l'enseignement supérieur, parce qu'orienté vers un utilitarisme social et l'environnement universitaire, parce que marqué par le bâillonnement de toute voix contraire à l'ordre ambiant, ont fini en revanche, par avoir raison de tout mouvement de revendication sauf quand il s'agit d'une participation politique suscitée et orientée. Résignation ou conformité aux règles du jeu politique imposées ?

Mots clés : socialisation universitaire, socialisation politique, opinion politique, participation politique

Abstract: Do study programs influence the construction of students' opinions and political choices? The objective of this quantitative explanatory study, conducted on a sample of 332 students from 12 universities in Bangui, including 9 public institutions that constitute the experimental group and 3 private institutions as a control group, is to highlight the respective

effects of the university study program and personal experience in the politicization process. Data processing was done using Sphinx Plus software. The study showed that while the institution to which they belong, the courses and level of study, and the background of students contribute to the construction of their interests and attitudes towards politics, the role of higher education, because it is oriented towards social utilitarianism, and the university environment, because it is marked by the silencing of any voice contrary to the prevailing order, have ended up, on the other hand, overcoming any protest movement except when it comes to aroused and oriented political participation. Resignation or conformity to the imposed rules of the game?

Keywords: university socialization, political socialization, political opinion, political participation

INTRODUCTION : Tout comme en Afrique de manière générale, en Centrafrique la politique fait peur tout autant à ceux qui se définissent comme leaders d'opinion, leaders politiques, journalistes et analystes de la vie politique et publique, politologues qu'au commun des Centrafricains, du fait que les coûts qu'entraînent l'expression d'une opinion, les prises de position et la mobilisation dans les actions politiques contraires à l'ordre établi sont plus élevés que les avantages qui en sont tirés, lorsque l'on n'est pas du même bord que le régime politique ou les leaders politiques qui sont au pouvoir. Les Centrafricains n'adhéreraient et ne soutiendraient que les actions des partis et/ou des leaders politiques avec lesquels ils ont une proximité sociologique, culturelle et géographique. Cette logique guide-t-elle également l'opinion et le comportement politiques des étudiants, cette frange de la population considérée comme la plus instruite et qui s'est pendant longtemps positionnée non pas seulement comme une lanterne pour les autres franges, analphabètes, pauvres et marginalisées, mais aussi et surtout comme le dernier bastion des mouvements sociaux ? Ce texte tente d'apporter des éléments de réponse à ce questionnement dans un pays où le terrain des recherches objectives sur l'opinion et le comportement politiques, est presque encore vierge pour la sociologie.

Les étudiants¹ dans leur majorité, font partie de la frange de la population centrafricaine la plus importante démographiquement et la plus marginalisée économiquement et politiquement. Elle figure parmi les 78% de centrafricains ayant moins de 35 ans, représente indéniablement une force du changement sur les plans politique, économique, social et culturel, occupe de ce fait une place importante et joue un rôle crucial dans le jeu démocratique tant en ce qui concerne les prises de décision politique, économique, sociale et environnementale que leur exécution et le contrôle citoyen. Or que constate-t-on. Cette jeunesse dont on vante tant la compétence comme fer de lance du développement, est désespérément « marionnettisée » par une succession de gérontocratie dans le jeu politique. Le Conseil National de la Jeunesse n'est qu'une ombre de cette pseudo jeunesse socialement inexistante, à la solde de ladite gérontocratie qui a la peau dure et ; ses démembrements préfectoraux, des coquilles vides. Il en va de même des mouvements scolaires et étudiants dont les actions son sinon, caporalisées lorsque ces mouvements sont favorables au régime en place, mais souvent étouffées ou suspendues lorsque ceux-ci revendiquent la redéfinition des règles du jeu politique. Ils sont tout de suite étiquetés de mouvements manipulés par ou au service de l'opposition, comme si celle-ci n'était qu'un acteur extérieur, un imposteur au jeu politique. La quasi-inexistence d'associations, de collectifs et d'amicales dans les départements et les filières, laisse entrevoir un faible rapport des étudiants à la politique. Cette faiblesse est amplifiée par un environnement politique dans lequel les établissements de l'enseignement supérieur sont sommés de montrer leur utilité au travers des filières qu'ils promeuvent, allant jusqu'à présenter les études et les diplômés des sciences de la santé, des sciences fondamentales et des sciences économiques comme les plus utiles au détriment des études et diplômés des lettres, sciences humaines et sociales, juridiques et politiques considérés comme les moins utiles voire inutiles. En plus de ce climat de frustration, l'environnement universitaire est marqué par des propagandes politiciennes déguisées en animations universitaires ou en communications scientifiques. Ces propagandes sont même

¹ Les étudiants constituent-ils un groupe social homogène, Cette question a été soulevée par Bourdieu et Passeron (1964) qui avancent que « tout conduit à douter que les étudiants constituent un groupe social homogène, indépendant, et intégré » dans la mesure où la multiplicité et la diversité des « offres » et des « demandes » de filières font qu'il est difficile de faire des étudiants et de leurs filières, des sous-ensembles observables (Dubet, 1994) à partir des variables classiques. Toutefois, parce que nous nous intéressons à la dynamique de la socialisation par la filière d'étude, celle-ci est considérée comme orientant les intérêts et les pratiques politiques des étudiants (Djangha, 2025).

encouragées par un Comité Universitaire de soutien politique composé d'Universitaires qui ont troqué leur toge au profit d'une éventuelle nomination aux hautes responsabilités de l'Etat. Comment ne pas comprendre que l'université en Centrafrique ait cessé d'être le dernier bastion de conscientisation et de dénonciation de la mauvaise gouvernance ?

Cette étude explore l'hypothèse selon laquelle les effets de la socialisation par la filière d'étude, le niveau d'étude, l'environnement universitaire, le rôle de l'enseignement supérieur et l'origine sociale des étudiants influencent les rapports qu'ils entretiennent avec la politique. En d'autres termes, l'opinion des étudiants sur la politique, leur intérêt pour les questions politiques, leurs perceptions et actions liées à la politique, leur participation à des organisations politiques ainsi que leur engagement dans les actions politiques ponctuelles varient en fonction de la filière d'étude, du rôle de l'enseignement supérieur, du niveau d'étude et sont influencés non seulement par l'environnement universitaire mais aussi par leur origine sociale définie comme le positionnement des étudiants par rapport à la catégorie socio-professionnelle, le niveau d'éducation de leurs parents et le milieu familial dans lequel ils ont grandi. Après avoir précisé de quoi il est question ici et fait un bref aperçu de l'état des connaissances sur l'influence des filières d'études sur les rapports des étudiants à la politique, nous présentons ensuite le dispositif méthodologique mobilisé dans le cadre de l'étude pour enfin présenter ses résultats clés et la discussion subséquente

I. Le rapport des étudiants à la politique comme objet d'étude et défi à la participation politique en Centrafrique

Nous entendons par "rapport des étudiants à la politique" l'engagement, les opinions, les perceptions et les actions liées à la politique, défendus par les étudiants, qu'il s'agisse de leur intérêt pour les questions politiques, de leur participation à des organisations politiques, de leurs opinions politiques ou de leur engagement dans des actions politiques concrètes. Comme tel, le rapport des étudiants à la politique englobe, l'opinion, l'attitude et les pratiques politiques des étudiants, ces dernières évoquant la participation politique.

La politique : de quoi parle-t-on ? La politique n'a pas de définition universellement opératoire, elle est un terme polysémique dont les différentes acceptions doivent être brièvement présentées

afin que l'on sache de quoi il s'agit. La politique peut se définir comme l'ensemble des activités, des pratiques, des institutions et des processus qui concernent l'exercice, la conquête et la conservation du pouvoir au sein d'une société. Elle vise à organiser la vie collective, à prendre des décisions pour la société et à réguler les relations entre les individus, les groupes et l'État. Pour le sociologue, la politique désigne l'ensemble des activités, des interactions et des relations sociales qui se développent et se structurent au sein de l'espace autonome de la lutte pour la conquête et l'exercice du pouvoir, c'est l'instance qui permet le vivre ensemble et la résolution des conflits d'intérêts inhérents à la vie en société (Weber, 1859), c'est aussi le champ politique (Bourdieu, 2000), la scène politique (Braud, 1998).

Lorsque l'on regarde de près la place que les étudiants de lettres en général et ceux de sociologie, philosophie et sciences juridiques pour ne citer que ces filières, ont occupé dans les mouvements syndicaux et politiques en Centrafrique, on peut constater qu'ils y ont toujours été plus nombreux que ceux des sciences et des sciences de la santé. Partant de là, peut-on postuler l'existence de liens de causes à effets entre les concepts, les approches, les pratiques auxquels ils ont été familiarisés dans le cadre de leur filière de formation respective et leur prise de position face à des problèmes sociaux, économiques et politiques, leur mobilisation dans les mouvements étudiants et les revendications politiques au niveau national ? Comment les étudiants se représentent et perçoivent-ils leur rôle dans le champ politique en Centrafrique ? Comment se construisent les préférences politiques des étudiants en Centrafrique ? Quelle est la fonctionnalité des filières d'étude dans la construction de l'opinion et du comportement politique des étudiants ? Est-ce que la prégnance (si prégnance il y a) des effets de la socialisation académique par la filière d'étude peut atténuer ou inverser les prétendues logiques ethniques et régionales qui guideraient le comportement de l'homopoliticus centrafricain ? L'intérêt des étudiants pour la politique et la participation politique en Centrafrique sont-ils transmis par leurs parents ?

Si beaucoup de recherches portant sur les effets des caractéristiques sociales et familiales sur l'opinion et le comportement politiques des jeunes en général et des étudiants en particulier, ont été menées à travers le monde, en Centrafrique elles sont sinon inexistantes, du moins rarement explorées, moins encore la problématique de l'influence de l'expérience étudiante sur la participation politique.

Certaines recherches ont mis en lumière comment les caractéristiques sociales entraînent une inégalité de participation politique tant en ce qui concerne la participation aux élections que l'enrôlement sur les listes électorales, l'intérêt politique et ce qu'il est convenu d'appeler la compétence politique (Lancelot, 1971). C'est dire que la structure sociale joue un rôle déterminant dans la formation des comportements électoraux. D'autres se sont intéressées au rôle de la famille en tant qu'instance de socialisation qui crée « un climat d'influence politique » (Lazarsfeld, Berelson, Gaudet, 1948) et des comportements politiques familiaux sur les préférences politiques des enfants. Ainsi, la famille est le cadre où les représentations, les discours et les connaissances sur le champ politique, les pratiques politiques se façonnent et se transmettent entre les générations (Muxel, 2001). D'autres encore, s'inspirant du modèle de "l'homo-oeconomicus" relativisent le poids de la structure sociale, de la famille et de la religion sur la participation politique pour dire que malgré ce poids, la participation politique est le résultat d'un calcul entre les coûts et les avantages qui y sont liés (Tullock, 1978).

S'agissant de l'effet de l'expérience étudiante, des recherches se sont intéressées aux systèmes de représentations sur le triple plan cognitif, affectif et conatif, qui structurent la « connaissance » des étudiants et déterminent leurs attitudes et comportements politiques (Alaphilippe, 1987). Delsaut (Yvette) explore les opinions politiques des étudiants en lettres et montre comment elles s'inscrivent dans leur système d'attitudes plus large, comment la formation en lettres peut influencer les opinions politiques des étudiants, par exemple en favorisant le développement du raisonnement critique, la sensibilisation aux enjeux sociaux et la prise de conscience des inégalités (Delsaut, 1970). Cette étude a inspiré la nôtre. Au-delà de ses limites, nous avons également choisi de questionner la fonctionnalité des filières d'étude et de l'origine sociale des étudiants sur leurs opinions et comportements politiques.

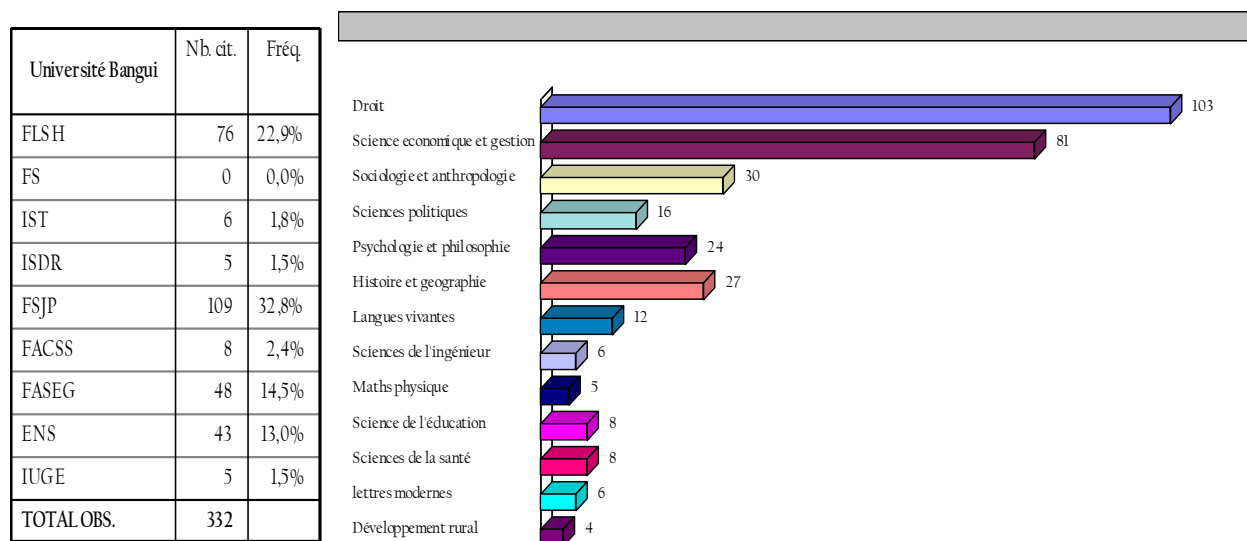
L'objectif global de cette étude n'est pas d'analyser l'activisme politique des étudiants dans sa dimension phénoménale, c'est-à-dire les comportements politiques qui débouchent sur des mouvements de revendications et de dénonciation violents mais les facteurs qui structurent le rapport des étudiants à la politique en Centrafrique, en mettant en évidence les effets respectifs de la filière d'étude universitaire et de l'expérience personnelle dans les processus de politisation.. De manière spécifique, il s'agit ici de : i) Expliquer comment les étudiants définissent, perçoivent

et se positionnent par rapport à la politique telle qu'elle se fait en Centrafrique ; ii) Présenter les facteurs qui structurent les préférences politiques des étudiants ; iii) Reconstituer leurs connaissances et expériences avec les acteurs politiques et dans les mouvements étudiants ; ii) Déterminer les facteurs qui ont informé les préférences électorales et expliquer leurs liens avec leur participation à la présidentielle de 2020.

II. Méthodes et matériaux

Nous proposons ici une étude explicative quantitative, réalisée auprès d'un échantillon initial de 400 étudiants répartis dans 12 établissements universitaires de Bangui dont 8 publics (300 individus, soit 90%) et 4 privés (100 individus, soit 10%). L'échantillon réel était de 332 individus, soit un taux de participation à l'enquête de 83%. Les établissements privés étaient considérés comme groupe de contrôle et les établissements publics comme groupe expérimental. Le traitement des données a été fait à l'aide du logiciel Sphinx Plus.

Figure 1: Répartition des étudiants de l'échantillon selon l'établissement, le niveau d'étude et la filière



2.1. Le questionnaire et les types de données

Pour cette étude, le questionnaire était structuré en trois parties : une première partie qui reconstitue les caractéristiques sociodémographiques et académiques en se basant sur le sexe, l'âge, la situation matrimoniale, l'appartenance politique, l'origine sociale, la filière suivie et le niveau d'étude; une deuxième partie qui reconstruit la définition de la politique et les facteurs qui

structurent la participation politique des étudiants, et; une troisième partie qui recherche des significations entre ces facteurs et un cas de participation politique concret, l'élection présidentielle de 2020.

2.2. Organisation de la collecte sur le terrain

En l'absence d'une liste exhaustive et à jour au moment de l'enquête, nous nous sommes contenté des effectifs des étudiants de 2018, 2019, 2020 et 2023 par établissement et selon le genre établis par le Bureau d'Études, de la Planification et des Archives (BEPA) de l'Université de Bangui pour calculer les effectifs et les pourcentages moyens qui ont servi de base d'échantillonnage. S'agissant des établissements universitaires privés, nous avons opté pour un Sondage « au jugé » basé sur un échantillonnage sur place selon le sexe et la parité de sexe.

La stratégie de l'échantillonnage retenue pour cette enquête est l'échantillonnage par quotas. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe) après stratification par établissement. Pour cette enquête la marge d'erreur considérée est de 5% et un niveau de confiance de 95%.

III. Résultats

3.1 Intérêts pour la politique

3.1.1. Opinion sur la politique : la politique est vue comme une bonne chose et valorisant

En effet, pour les étudiants, la politique est une bonne chose et valorisant. Cette opinion est relativement plus prononcée chez les étudiants de la FLSH (51,3%), de la FSJP (57,4%) et de l'IUGE (60%), moyennement chez ceux de la FACSS (37,5%); aucun étudiant de la FS n'a répondu à la question. Cette opinion ne semble pas ordonnée à l'attitude des étudiants face à la politique. En effet, les étudiants tout établissement confondu, ne sont ni pour, ni contre la politique (FLSH 54,8% ; IST 100% ; ISDR 80%; FSJP 59,2%; FACSS 62,5%; FASEG 64,4%; ENS 57,1%; IUGE 80%). Quant à l'attitude favorable à la politique, elle caractérise beaucoup plus les étudiants de Lettres et sciences humaines (34,2%) et de sciences juridiques et politiques (35,9%).

De même, lorsque l'on considère le niveau d'étude, on a à peu près la même tendance. Les étudiants de L1 (47,1%), L2 (49,1%) et Master 1 (54,9%), trouvent que la politique est une bonne chose sauf en Master2 (50%) et L3 (47,9%) où ils estiment qu'elle n'est ni une bonne, ni une mauvaise chose. Cette opinion ne semble pas ordonnée à l'attitude des étudiants face à la politique. En effet, les étudiants de M1 qui sont pourtant plus nombreux à dire que la politique est une bonne chose, une bonne partie (47,9%) affirment n'être ni pour, ni contre la politique tandis qu'une proportion (43,8%) non négligeable affirme en être pour. Pourtant ils trouvent que faire la politique est plutôt valorisant en dehors des étudiants de l'IST dont 60% ne le trouvent pas assez valorisant, cette opinion ne changeant pas avec le niveau d'étude et l'origine sociale des étudiants, en dehors des étudiants dont les parents sont inactifs (valorisant 50%; pas assez valorisant 50%).

3.1.2. La définition de la politique

La politique est vue par les étudiants d'abord comme la gestion des affaires publiques (54,20%), ensuite comme une activité sociale et de défense des intérêts (41%), la politique c'est l'État et les politiques publiques (38,3%), c'est une méthode de gouvernement (35,5%), ce sont les partis politiques (15,4%). Ces définitions varient **en fonction de l'établissement** : les trois plus grands établissements (en termes d'effectif) représentés dans l'échantillon soutiennent ces définitions :

- ✓ FLSH (125) : Mode de gestion 46,1% ; activité sociale et défense des intérêts 42,1%; méthode de gouvernement 39,5% ; État et politiques publiques ;
- ✓ FSJP (229) : Mode de gestion 64,2% ; État et politiques publiques 45,9% ; méthode de gouvernement 39,4% ; activité sociale et défense des intérêts 38,5% ;
- ✓ FASEG (92) : Mode de gestion 60,4% ; État et politiques publiques 45,9% ; méthode de gouvernement 39,4% ; activité sociale et défense des intérêts 38,5%

Lorsque l'on considère la filière, on constate que les étudiants toutes filières confondues définissent la politique d'abord comme mode de gestion des affaires publiques (28,9%), ensuite comme activité sociale et défense des intérêts (21,9%), l'État et les politiques publiques (20,5%), enfin comme méthodes de gouvernement (19,2%) et les partis politiques (8,3%). Cette distribution laisse croire que la filière n'a pas d'influence significative sur la définition de la

politique et même si la gestion des affaires publiques recoupe la définition de la politique, elle est moins pertinente que la politique comme méthode de gouvernement et l'État et les politiques publiques. Même les étudiants de sciences politiques, de sociologie et anthropologie qui pourtant donnés proches des questions politiques sont en décalage avec l'essence de la définition de la politique. Paradoxalement, être proche de la politique ne signifie pas que l'on maîtrise les acceptions de la politique.

Lorsque l'on se réfère au niveau d'étude, on a les distributions suivantes : la politique est...

Niveau	D'abord...	Ensuite...	Puis...	Enfin...
L2 (210)	Mode de gestion (51,4%)	Activité sociale et défense des intérêts (44%)	Méthode de gouvernement (40,4%),	L'État et les politiques publiques (40,4%).
L1 (145)	Méthode de gouvernement (43,7%)	Activité sociale et de défense des intérêts (39,1%),	Mode de gestion (36,9%)	L'État et les politiques publiques (29,9%)
L3 (132)	Mode de gestion (59,5%)	L'État et les politiques publiques (43,2%)	Activité sociale et de défense des intérêts (35,1%)	Méthode de gouvernement (29,7%)
M1 (108)	Mode de gestion (78,4%)	Activité sociale et de défense des intérêts (49%),	L'État et les politiques publiques (41,2%)	Méthode de gouvernement (23,5%)

Le niveau d'étude ne semble pas influencer la définition de la politique puisque même croisée avec l'établissement et la filière, elle reste pour les étudiants, tous niveaux confondus, plutôt un mode de gestion des affaires publiques (54,2%) qu'une méthode de gouvernement (35,5%) ainsi que l'État et les politiques publiques (38,3%) qui semblent plus centrales à la définition de la politique.

Quant à l'origine sociale des étudiants, elle ne semble pas non plus exercer une influence significative sur la définition de la politique. En effet, même les étudiants dont les parents sont cadres et des professions intellectuelles supérieures définissent la politique d'abord comme mode

de gestion des affaires publiques (62,8%), ensuite comme l'Etat et les politiques publiques (37,2%) avant d'être une méthode de gouvernement (34,9%).

3.1.3. *Culture politique et participation aux discussions sur la politique*

En effet, il ressort de l'étude que globalement une bonne proportion (40%) des étudiants discutent, lisent, suivent souvent les discussions, les émissions, informations et interventions radiodiffusées sur la politique. Lorsque l'on rajoute ceux qui le font assez-souvent, on aboutit à une relativement importante frange d'étudiants, un peu plus de la moitié qui voient leur culture politique renforcée au travers de ces activités intellectuelles. Cet intérêt varie en fonction de l'établissement et de l'activité. Partant de ces variations, si l'on attribue et range les étudiants selon un score allant de 1 (très faible) à 10 (très élevé), en fonction de leur intérêt pour la politique **selon l'établissement**, on constate que l'intérêt des étudiants pour la politique est plus prononcé chez les étudiants de l'ISDR, de l'IUGE, de la FASEG de l'IST, assez prononcé chez ceux de la FLSH, de la FSJP et moins prononcé chez ceux de la FACSS.

L'intérêt des étudiants pour la politique varie également avec le niveau d'étude. Partant de ces variations, si l'on attribue et range les étudiants selon un score allant de 1 (très faible) à 10 (très élevé), en fonction de leur intérêt pour la politique **selon le niveau d'étude**, on note que l'intérêt pour la politique est plus prononcé chez les étudiants des niveaux M1 et L3, assez prononcé chez ceux de L2, plutôt faible chez ceux de L1 et assez faible chez les étudiants de M2.

L'intérêt des étudiants pour la politique est globalement moyen selon le niveau d'étude et légèrement au-dessus de la moyenne par établissement.

3.1.4. **Mouvements étudiants et conditions de vie et d'étude**

A la question de savoir si les mouvements étudiants notamment l'ANECA et les autres collectifs des étudiants qui existent se préoccupaient vraiment des conditions de vie et d'étude, il ressort des réponses que ces questions les intéressent assez peu (31%), beaucoup (25%). Si l'on cumule les deux proportions, l'on se retrouve avec une importante frange d'étudiants qui voient dans les mouvements étudiants, les promoteurs de leurs attentes. Cette opinion varie avec le niveau d'étude. La majorité des étudiants de M2 estiment que les mouvements étudiants ne se préoccupent pas du tout de leurs conditions de vie et d'étude (50%) contrairement aux Master 1

qui estiment qu'ils le font assez-peu (47,1%), les L3 assez-peu (35,1%), les L2 occasionnellement (32,1%) et les L1 assez-peu (32,2%).

3.I.5. Attentes des étudiants vis-à-vis du politique

En effet, la majorité des étudiants estiment que la politique telle qu'elle se pratique aujourd'hui en Centrafrique, n'est pas conforme à leurs attentes (96,7%), lorsque l'on fait le cumul de la proportion de ceux qui disent qu'elle est peu conforme (36,7%) et de celle qui estiment qu'elle n'est pas du tout conforme (38%).

Si en considérant la filière d'étude et le niveau d'étude on constate la même opinion selon laquelle la politique telle qu'elle se fait aujourd'hui en RCA est peu et pas du tout conforme aux attentes des étudiants, celle-ci varie néanmoins avec la filière d'étude. En effet, la majorité des étudiants en sciences de l'éducation et en Langues vivantes trouvent que la politique est assez conforme à leurs attentes, tandis que pour ceux des sciences économiques et de gestion, de sociologie et anthropologie, elle n'est pas du tout conforme à leurs attentes.

Quant à l'origine sociale et aussi paradoxalement que l'on pourrait le penser, les étudiants dont les parents sont chômeurs estiment que la politique en Centrafrique est conforme à leurs attentes (60%) tandis que ceux dont les parents sont cadres et des professions intellectuelles supérieures l'estiment pas du tout conforme à leurs attentes (42,7%).

3.I.6. Attitude des étudiants vis-à-vis du politique

La majorité d'entre eux ne se sentent pas concernés par la politique (50,9%). Cette opinion varie avec la filière. Les étudiants de Maths (60%), de Droit (47,6%), de sociologie (46,7%), de Langues vivantes (50%) se sentent concernés par la politique que les étudiants des sciences de la santé (75%), de lettres modernes (66,7%), de psychologie et philosophie (66,7%), d'Histoire/géographie (63%) et des sciences de l'ingénieur (60%). Ceux des sciences politiques et des sciences de l'éducation sont pour moitié concernés par la politique. S'agissant de l'origine sociale, la tendance est la même sauf pour les étudiants dont les parents sont inactifs (50%) ou au chômage (60%) qui s'estiment concernés par la politique. Aussi, sont-ils ni pour, ni contre la politique, tous établissements confondus (56,9%) : peur, prudence ou résignation ? La peur, la

prudence et la résignation seraient-elles l'apanage de fils nantis et l'engagement celui de fils défavorisés ? Qu'en est-il de la perception du vote ?

3.1.7. Perception du vote par les étudiants

Pour la majorité des étudiants, le vote qui traduit leur participation politique tout comme la mobilisation dans les mouvements collectifs, est vu d'abord comme un devoir (59%), ensuite comme à la fois un droit et un devoir (27,1%). Cette perception ne semble pas avoir été influencée par les études et reflète plutôt la perception globale et ambiante du vote qui est difficilement perçu comme un droit (6,6%) même si l'on constate que les étudiants en Sciences politiques (28,1%) et en Lettres modernes (25,1%) sont les plus nombreux à le voir à la fois comme un droit et un devoir. Le niveau d'étude n'y a non plus d'influence significative, sauf chez les étudiants de Master 2 c'est la moitié (50%) qui voit le vote comme à la fois devoir et droit. Il en va de même avec l'origine sociale dont seuls les étudiants dont les parents sont des professions intermédiaires (l'enseignement, de la formation, de la santé et du social) le voient comme devoir et droit. Comment peut-on interpréter cela ?

3.1.8. Le comportement politique des étudiants

Lorsque l'on regarde la participation des étudiants à la dernière présidentielle, ils étaient nombreux tous établissements, niveaux d'études et toutes filières confondus (62,7%) à aller voter sauf à l'IST où bon nombre n'y sont pas allés (66,7%). Les participants ont estimé que voter est un devoir (66%), que leur vote pouvait changer quelque chose (37,7%), qu'ils ont l'habitude de participer aux votes (24,7%). Ils sont assez nombreux à voter aux deux tours de la présidentielle (47,6%) et ont arrêté leur choix dès l'annonce des candidatures et 56,6% des étudiants ont voté pour le candidat qu'ils ont choisi dès l'annonce des candidatures; et bien qu'en période électorale 75,6% des étudiants suivent les bulletins d'informations à la radio et à la télévision, les campagnes électorales n'ont pas modifié leur choix (3,9% ont affirmé avoir changé leur choix après la campagne du 1er tour; 2,4% après celle du second tour).

IV. Discussions

Au départ de cette étude, nous avons fait l'hypothèse que les filières d'étude influencent l'opinion et l'attitude des étudiants face à la politique. Les résultats de l'étude ont montré que si les étudiants dans leur majorité tout établissement et niveau d'étude confondus, trouvent que la politique est une bonne chose et que faire la politique est valorisant, cette majorité n'est ni pour, ni contre la politique. Cette position ne semble pas refléter leur véritable attitude face à la politique. Cela s'explique par le fait que leurs intérêts pour la politique ne sont insufflés que par les Unités d'enseignement qui ont trait à la politique et non par une culture politique acquise à travers les lectures, la participation à des discussions politiques. En effet, on note ici une nette différence entre les comportements politiques des étudiants des années 70 qui le sont devenus avec la création de l'Université de Bangui, de ceux des années 80-90, imbus des thèses léninistes marxistes et théories de la décolonisation et de ceux des années 2000-2020 dont bon nombre lisent peu. Cette attitude traduit plutôt la peur à se positionner clairement. Il n'est pas facile en effet d'affirmer que l'on est contre la politique dans un pays où en être contre, c'est être contre le régime ou le parti au pouvoir, dans un pays où la méthode des fiches délatrices, les dénonciations calomnieuses sont toujours en vigueur. On note toutefois une attitude favorable à la politique chez les étudiants de Lettres et sciences humaines ainsi que des sciences juridiques et politiques. Cependant comment expliquer le fait que 20% des étudiants en Maths Physiques soient pour la politique alors que, toutes choses étant égales par ailleurs, ils devraient en être contre ? Cela est dû au fait que les étudiants en sciences touchés par l'enquête sont ceux de l'ENS et que les autres enseignements sur la pédagogie et les sciences humaines, influenceraient leur attitude politique. C'est dire que la filière d'étude influence d'une manière ou d'une autre l'opinion et les pratiques politiques des étudiants, même si la majorité d'entre eux n'y voit pas de lien entre elles.

Il est ressorti de cette étude un décalage entre l'opinion politique, l'attitude des étudiants et leur participation effective aux mouvements de revendication politique, ce qui laisse voir de la résignation de la part des étudiants. Cette résignation ne se justifie que lorsque l'on veut expliquer la dimension phénoménale du comportement politique des étudiants. Or, contrairement à une époque où l'environnement universitaire était marqué par l'apologie du marxisme léninisme, aujourd'hui les filières, les établissements ainsi que les étudiants et les enseignants qui

y interviennent s'efforcent plutôt de montrer l'utilité de leur discipline pour avoir la bonne grâce de ceux qui les gouvernent. Aussi, sont-ils amenés à évaluer les coûts et avantages des mobilisations revendicatives contraires aux axes politiques, sociaux, économiques tracés par le pouvoir en place. Les disparitions sans suite de ceux qui rament à contre courant, les arrestations souvent arbitraires, les intimidations à l'égard de la Société Civile, les faveurs que l'on fait à un opportuniste comité universitaire de soutien à un régime politique se traduisant par les nominations de ses membres à de hauts postes de responsabilité, structurent ce calcul avec comme résultante, des coûts plus élevés inhérents aux prises de position politique contraire que les avantages, d'où soit la résignation, soit la conformité.

CONCLUSION : Il ressort de cette étude que les étudiants de l'Université de Bangui s'intéressent peu à la politique, du fait de leur faible socialisation politique dû à une insuffisance de communication intergénérationnelle sur la politique. Ils ont une image négative des hommes politiques, des partis politiques et des activités politiques telles qu'elles se font actuellement en Centrafrique qui affectent leur engagement politique. Pourtant c'est à travers cet engagement politique que les étudiants peuvent contribuer à l'émergence de la RCA. Ne se trouve t-on pas en présence d'une anomie politique de la part des étudiants dont la participation aux élections est plutôt un acte de conformité politicienne dû à une inculture politique, à une faible intégration à leur filière d'étude ?

L'influence des établissements, filières d'étude, niveaux d'étude et l'origine sociale des étudiants sur leur opinion et attitude politique est à approfondir. Son étude doit aller jusqu'à questionner non seulement le contenu des unités d'enseignement qui fabriquent l'opinion et le comportement politiques des étudiants mais aussi leurs capacités et compétences intellectuelles, individuelles et collectives, à s'en approprier ainsi que celles de leurs enseignants à leur montrer comment ces connaissances théoriques sont ordonnées à des actions. S'agissant de l'origine sociale, l'environnement social et familial reste encore marqué par les normes de prise de parole devant ses parents. Quand bien même, il s'agit de parents de catégorie sociale élevée, ceux-ci conçoivent difficilement de discuter de certaines questions avec leurs enfants, fussent-ils étudiants. Il est difficile d'établir concrètement les liens de causes à effet entre les discussions que les étudiants

dont les parents sont de catégorie socioprofessionnelle élevée font avec leurs parents sur la politique, leurs intérêts pour la politique et leur engagement. Quant à l'environnement universitaire, il contribue à une dynamique d'hybridation de la socialisation par la filière que promeut le système LMD (Licence Master Doctorat) qui fait qu'aujourd'hui le sociologue n'est plus un sociologue total, il est un sociologue sans identité professionnelle propre. Comment alors, ne pas s'étonner que par exemple, les étudiants en sociologie de la santé s'efforcent de singer le médecin qu'ils ne pourront jamais être parce que l'on attend d'eux plutôt qu'ils démontrent pourquoi les cadres sociaux et un certain type d'organisation sociale impactent négativement ou positivement sur la manière de soigner et de guérir d'une maladie et comment les intégrer dans une politique sociale en matière de santé.

Références bibliographiques

- Alaphilippe D., 1987, Attitudes et comportements politiques d'une population d'étudiants. In: Bulletin de psychologie, tome 40 n°379. Psychologie sociale. pp. 449-460 ;
- Bourdieu P., 1964 Passeron J-C., Les héritiers, Paris, Minuit
- Bourdieu P., 2000, Propos sur le champ politique, Lyon, Presses Universitaires de Lyon
- BRAUD P., 1998, Sociologie politique, Paris, LGDJ
- Delsaut Y., 1970 « Les opinions politiques dans le système des attitudes : les étudiants en lettres et la politique », Revue française de sociologie, XI, p. 45-65
- Djangha B., 2025, “ Les effets de la socialisation par la filière d'étude sur les représentations sociales et l'attitude des étudiants face à la Fonction publique en Centrafrique”, Annales de l'Université de Bangui, série A, Vol.1, N°23, P.232-248
- Lancelot A., 1971, Les attitudes politiques, Paris, PUF
- Lazarsfeld P., Berelson B., Gaudet H., 1948, The people's choice, op. cit., p. 145.
- Michon S., 2003, « Variations de l'intérêt pour la politique et de la participation politique des étudiants » in *Regards Sociologiques*, n°24,
- Michon S., 2005, Les inégalités de politisation des étudiants. Idées, la revue des sciences économiques et sociales, 139, pp.27-35. fffhalshs-00311113f
- Muxel A., 2001, L'expérience politique des jeunes, Paris, Presses de Sciences Po

Navarro M., 2010, “Les comportements politiques : in *Regards croisés sur l'économie*, Paris La Découverte, pp 211-215

Tullock G., 1978, *Le Marché politique. Analyse économique des processus politiques*, Paris, Economica

Weber M., 1859, *Le Savant et le Politique*, Paris, Plon